

NOTE DE RECHERCHE 005

ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS AUX COMBUSTIBLES FOSSILES: COHÉRENCE DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE DU CANADA ET RESPECT DE SES ENGAGEMENTS

Mémoire présenté au Comité permanent de
l'environnement et du développement durable de la
Chambre des communes dans le cadre de son étude sur
les Subventions aux combustibles fossiles

PAR

ANNIE CHALOUX, PH.D.

PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE


JENNYFER BOUDREAU, M.A.

PROFESSIONNELLE DE RECHERCHE, UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

PHILIPPE SIMARD, M.A.

PROFESSIONNEL DE RECHERCHE, UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

©Tous droits réservés



Direction du PIRESS
Gabriel Blouin-Genest, PhD.
Annie Chaloux, PhD.

Direction du numéro
Annie Chaloux, PhD.

Autrices
Annie Chaloux, PhD.
Jennyfer Boudreau, M.A.

Avec la collaboration de Philippe Simard, M.A.

© Pôle intégré de recherche Environnement, Santé et Société
ISBN 978-2-9819178-4-3 (PDF)
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022
PIRESS, 2500, Boulevard de l'Université, Sherbrooke, QC J1K 2R1

LE DÉSinVESTISSEMENT FOSSILE ET LES ENGAGEMENTS DU CANADA

Les engagements les plus récents du Canada envers l'atténuation des émissions de GES sont ambitieux : réduire les émissions de 40-45% sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 et l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050. Cibles ambitieuses dans un contexte où le Canada n'a jamais été en mesure de respecter ses cibles de réduction depuis plus de 30 ans et où les émissions de GES ont, au contraire continué de croître de manière importante pendant cette même période.

En effet, le Canada a contracté multiples engagements dans sa lutte contre les changements climatiques à l'international via la **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)** (1992), l'**Accord de Copenhague** (2010), l'**Accord de Paris** (2015) et plus récemment avec le Pacte de Glasgow (2021). De même, sur son territoire, le Canada s'est aussi doté de politiques visant la réduction des émissions de GES avec le **Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques** (2016), le **Plan pour un environnement sain et une économie saine** (2020) et le **Plan de réduction des émissions pour 2030** (2022) pour ne nommer que ceux-ci. Le gouvernement a même contracté des engagements internationaux spécifiquement sur la sortie des énergies fossiles. Notons notamment :

- L'adhésion au *Powering Past Coal Alliance* (qu'il a co-fondé en 2017) ;
- L'engagement à fournir un inventaire des subventions aux combustibles fossiles en vue d'un examen international par les pairs conjointement avec l'Argentine lors du G20 (2018) ;
- L'engagement à éliminer dès que possible tout nouveau soutien gouvernemental direct à l'énergie fossile internationale à forte intensité de carbone durant le G7 (2021) ;
- L'adhésion à la déclaration pour l'*International Public Support for the Clean Energy Transition* durant la CdP-26 (2021) ;
- L'adhésion au Pacte mondial sur le méthane (2021) ;
- L'engagement, durant le Sommet du G20, à supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles « inefficaces » à moyen terme (2009), puis plus précisément d'ici 2025 lors du *North American Leaders Summit* (2016), désormais ajusté à d'ici 2023 (2021).

Tous ces instruments partagent un objectif commun : l'adoption de mesures visant la réduction des gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique et les conséquences qui y sont associées. En vue de respecter ses nombreux engagements, le gouvernement a récemment mis en place des mesures pour réduire la consommation nationale en combustibles fossiles, comme l'adoption d'un système de tarification du carbone fédéral et l'allocation d'investissements totalisant plus de 100 milliards de dollars dans la croissance propre depuis 2015¹.

Cependant, pour réellement être à la hauteur de ses engagements climatiques domestiques et internationaux, mais également pour être en mesure d'atteindre sa cible de réduction de 40-

¹ Ressources naturelles Canada, "Le Canada s'engage à cesser tout nouveau soutien public direct au secteur international de la production soutenue d'énergie à partir de combustibles fossiles d'ici la fin de 2022," communiqués de presse, November 4, 2021, <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/11/le-canada-sengage-a-cesser-tout-nouveau-soutien-public-direct-au-secteur-international-de-la-production-soutenue-denergie-a-partir-de-combustibles-.html>.

45% sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 et la carboneutralité d'ici 2050, le désinvestissement immédiat du secteur fossile par le Canada est indispensable, voire indissociable à l'atteinte de ces buts et de la juste part du Canada envers la lutte contre les changements climatiques.

LES DÉFIS DE LA COHÉRENCE DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE CANADIENNE

Selon les estimations les plus récentes, les subventions totales pour les combustibles fossiles au Canada totalisaient **au moins 8,6 milliards de dollars** en 2021 par le biais de subventions directes et de financements publics d'Exportation et développement Canada². En d'autres termes, en seulement un an, le gouvernement a alloué cette somme colossale afin de rendre moins coûteux la production et le transport des combustibles fossiles qui détruisent nos écosystèmes et affectent la santé de notre population.

Les subventions aux énergies fossiles créent simultanément trois problèmes majeurs par rapport aux changements climatiques : elles favorisent la production de GES (1), limitent le financement aux énergies à faible émission de carbone (2) et freinent la transition énergétique (3).

Or, depuis plus de 30 ans déjà, le Canada s'est doté d'objectifs de réduction des GES et il s'est engagé envers les Canadiens et d'autres gouvernements à l'international à adopter des mesures pour répondre à la crise climatique. Pourtant, entre 1990 et 2018, les émissions de GES du Canada ont **augmenté d'environ 21%**³. Encore à ce jour, environ la moitié des GES nationaux proviennent du secteur de l'exploitation pétrolière et gazière et du transport⁴.

Pour être cohérent avec sa politique climatique et être à la hauteur des objectifs qu'il s'est fixé, le gouvernement doit cesser d'ignorer la cause principale de l'embourbement de son action climatique : sa grande dépendance aux combustibles fossiles⁵. Pour y remédier le plus rapidement possible, le gouvernement doit minimalement arrêter de subventionner les industries des combustibles fossiles qui sont toujours responsables d'une part substantielle des GES au pays.

D'ailleurs, la fin des subventions aux combustibles fossiles est une mesure qui s'aligne avec les engagements du Canada. Notamment, en respect à l'article 2 de l'Accord de Paris auquel fait partie le Canada et réitéré dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les

² Julia Levin, "BUYER BEWARE: Fossil Fuels Subsidies and Carbon Capture Fairy Tales in Canada" (Environmental Defence, 2022), <https://environmentaldefence.ca/wp-content/uploads/2022/03/Buyer-Beware-FFS-in-2021-March-2022.pdf>.

³ À noter que selon les données les plus récentes, entre 1990 et 2020, les émissions de GES du Canada ont augmenté de 13,1 %. Cependant, en raison de l'impact de la COVID-19 sur les activités économiques, les données de 2018 ont été utilisées puisqu'elles sont dès lors plus représentatives. Voir : Environnement et Changement climatique Canada, "Émissions de gaz à effet de serre: indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement," 2022, 29.

⁴ Environnement et Changement climatique Canada, "Émissions de gaz à effet de serre," recherche, 2022, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html>.

⁵ En 2019, le Canada était le 4^e plus grand producteur de pétrole au monde. Voir : Canada's Upstream Oil and Gas Industry, "Types of Energy in Canada | Canada's Energy Resources | CAPP," CAPP | A Unified Voice for Canada's Upstream Oil and Gas Industry (blog), 2022, <https://www.capp.ca/fr/energie/les-sources-denergie-canadiennes/>.

changements climatiques, celui-ci doit adopter des mesures pour limiter le réchauffement climatique « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C » (art. 2.1.a) et rendre « les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre » (art. 2.1.c)⁶. Alors que les politiques et les actions climatiques du Canada correspondent actuellement à une **trajectoire d'un réchauffement de 4°C⁷, le désinvestissement fossile permettrait à la fois de réduire les émissions du pays et de s'aligner davantage avec les cibles de l'Accord de Paris, tout en se dotant d'une finance plus durable.**

Pour être en cohérence avec son engagement pour la fin du soutien international du Canada au secteur de la production d'énergie fossiles d'ici la fin de 2022 ainsi que l'entrée en vigueur de son système de tarification du carbone fédéral, **le gouvernement devrait cesser au plus tôt ses propres subventions au secteur des combustibles fossiles.** Effectivement, le Canada a signé le *Statement on International Public Support for the Clean Energy Transition* dans l'optique d'accorder « une priorité accrue aux technologies propres et [...] aucun nouveau soutien direct au secteur traditionnel de l'énergie fossile », et ce, dans le but de « soutenir la transition vers une économie prospère et carboneutre » à l'étranger⁸. **Dans la poursuite de cette même logique, le gouvernement devrait adopter une politique équivalente à l'interne.** Concernant le système de tarification du carbone fédéral, il est tout simplement illogique que le Canada subventionne à la fois les industries les plus polluantes, tout en ayant élaboré un mécanisme pour tarifier leurs activités, limitant du coup la portée d'une telle mesure écofiscale et structurante sur les émissions de GES et l'atteinte de nos objectifs climatiques.

Le Canada s'est engagé à éliminer progressivement les subventions « inefficaces » en faveur des combustibles fossiles entrepris lors du G20 en 2009, du *North American Leaders Summit* en 2016 et plus récemment via le Pacte de Glasgow en 2021 (art. 20). La promesse d'une élimination *progressive* date de plus d'une décennie déjà depuis la première fois que le gouvernement s'y est engagé. Pourtant, une étude menée par Bloomberg a démontré qu'entre 2015 et 2019, soit depuis les négociations climatiques de la CdP-21, le Canada aurait **augmenté ses subventions aux combustibles fossiles de 40%**⁹. Également, selon une étude de *Oil Change International & Friends of the Earth US*, entre 2018 et 2020, le Canada a accordé plus de financement public aux énergies fossiles que tout autre pays du G20, financement d'ailleurs **14,5 fois plus important que celui dédié aux énergies renouvelables**¹⁰. Dans l'optique de respecter ses engagements internationaux, le gouvernement devrait donc agir dans les plus brefs délais pour éliminer ses subventions aux énergies fossiles.

⁶ Accord de Paris, Doc off UNFCCC, 21e Sess, Doc NU FCCC/CP/2015/10/Add.1.

⁷ Climate Action Tracker, "Canada," <https://climateactiontracker.org/countries/canada/>.

⁸ Canada, "Le Canada s'engage à cesser tout nouveau soutien public direct au secteur international de la production soutenue d'énergie à partir de combustibles fossiles d'ici la fin de 2022."

⁹ BloombergNEF, "Climate Policy Factbook: Three Priority Areas for Climate Action," 2021, https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Climate-Policy-Factbook_FINAL.pdf.

¹⁰ Tucker Bronwen, Kate DeAngelis, and Laurie van der Burg, "Past Last Call: G20 Public Finance Institutions Are Still Bankrolling Fossil Fuels" (Oil Change International & Friends of the Earth US, 2021), <https://priceofoil.org/content/uploads/2021/10/Past-Last-Call-G20-Public-Finance-Report.pdf>.

UN DEVOIR DOMESTIQUE ET INTERNATIONAL DE LA PART DU CANADA

Lutter contre les changements climatiques au Canada constitue un devoir et une responsabilité du gouvernement canadien, tant sur le plan domestique qu'au niveau international. Les retombées de ces mesures permettront à la fois d'améliorer la qualité de vie des Canadiennes et Canadiens, mais aussi de contribuer à faire notre « juste part », en fonction de notre responsabilité commune mais différenciée. Le désinvestissement du secteur des hydrocarbures constitue à cet effet un élément essentiel pour accélérer la transition vers une société sobre en carbone.

➤ *Pour améliorer la qualité de vie de sa population*

Les changements climatiques ne représentent plus seulement un enjeu pour les générations futures puisqu'ils se font déjà largement sentir au Canada et particulièrement chez les personnes les plus vulnérables. En effet, les données les plus récentes nous indiquent déjà que la vie et la santé de la population canadienne sont compromises par la pollution atmosphérique causée par la combustion des énergies fossiles et par le réchauffement planétaire alors qu' :

- En 2016, 15 300 décès prématurés étaient attribués à la pollution atmosphérique¹¹ ;
- En 2019, la pollution atmosphérique se classait au 11e rang des facteurs de risque de décès prématuré et d'invalidité au Canada et constituait le principal risque environnemental¹²;

L'arrêt des subventions au secteur des énergies fossiles permettrait dès lors au gouvernement d'à la fois réduire ses émissions de GES, mais également d'occasionner d'autres effets bénéfiques pour les Canadiens, comme :

- L'accès à un environnement plus sain et sécuritaire (par la réduction de la contamination des sols, de l'eau et de l'air, de la perte de la biodiversité et de l'insécurité énergétique qui représente une source de tensions entre les États) ;
- Une amélioration du bien-être social (via une réduction des problèmes de santé liés à la pollution atmosphérique et l'éco-anxiété, une amélioration de l'équité intergénérationnelle et la possibilité de relocaliser les subventions dédiées aux industries polluantes dans des programmes sociaux) ;
- Une redistribution plus équitable de l'argent des contribuables (en évitant de collectiviser les coûts dédiés aux industries fossiles à l'ensemble de la société et par le financement d'une transition plus juste pour les travailleurs de ces secteurs).

¹¹ Canada and Santé Canada, *Les impacts sur la santé de la pollution de l'air au Canada : estimation des décès prématurés et des effets non mortels - rapport 2021.*, 2021, https://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/301/weekly_acquisitions_list-ef/2021/21-21/publications.gc.ca/collections/collection_2021/sc-hc/H144-51-2021-fra.pdf.

¹² Christopher J L Murray et al., "Global Burden of 87 Risk Factors in 204 Countries and Territories, 1990-2019: A Systematic Analysis for the Global Burden of Disease Study 2019," *The Lancet* 396, no. 10258 (October 2020): 1223-49, [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30752-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30752-2).

D'ailleurs, le gouvernement bénéficie du support des Canadiens dans sa démarche du désinvestissement fossile alors que 62 % d'entre eux souhaitent que le Canada établisse un plan pour mettre fin aux subventions des contribuables à l'industrie pétrolière et gazière en 2021¹³.

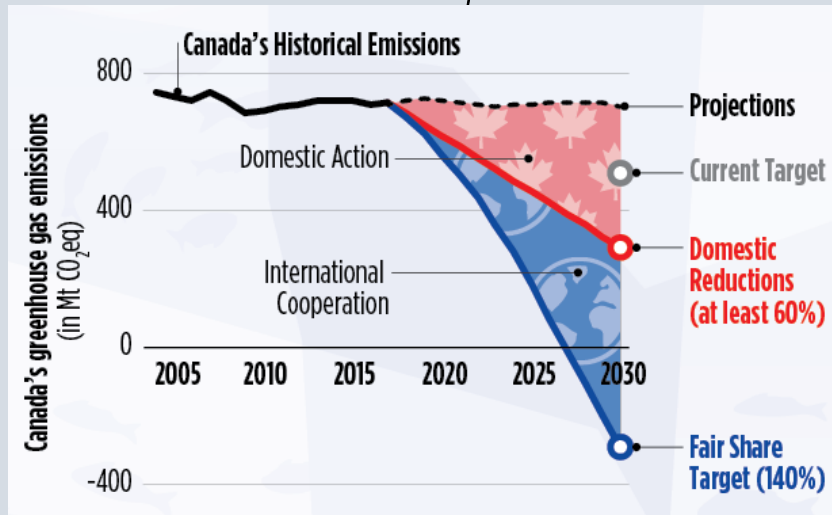
➤ *Pour faire sa juste part*

En vertu du principe de *responsabilités communes, mais différenciées et des capacités respectives* des États inscrit dans le régime climatique international, le Canada a le devoir d'adopter des mesures afin de faire **sa juste part** dans l'effort mondial d'atténuation des GES. **Le désinvestissement fossile est une voie à privilégier pour que le Canada parvienne à contribuer à sa juste part.**

Encadré 1 - La juste part du Canada selon CAN-RAC et le *Climate Equity Reference Framework*

Selon les calculs du *Climate Equity Reference Framework*, la juste part du Canada en termes de réduction des émissions de GES, devrait être plutôt de **140% sous les niveaux de 2005 d'ici 2030**¹⁴, ce qui dépasse nettement sa cible de 40-45% prévue pour la même période. Reconnaisant cet écart important, l'organisation *Climate Action Network Canada* (CAN-Rac) considère tout de même que le Canada devrait se doter d'une cible de 60% sous les niveaux de 2005 d'ici 2030 et s'engager dans un soutien international entraînant une atténuation dans les pays en développement équivalant à l'autre 80 % de réduction de la juste part canadienne.

*Schéma d'atténuation des GES du Canada pour faire sa juste part dans la lutte contre les changements climatiques*¹⁵



¹³ No More Delays, "Press Release – October 14, 2021," No More Delays, October 14, 2021, <https://www.nomoredelays.ca/post/press-release-october-14-2021>.

¹⁴ Ces données sont tirées d'une étude menée par le *Climate Equity Reference framework* et publiées dans une étude du *Climate Action Network*. Voir : Christian Holz, "Deriving a Canadian Greenhouse Gas Reduction Target in Line with the Paris Agreement's 1.5°C Goal and the Findings of the IPCC Special Report on 1.5°C" (*Climate Action Network*, 2019), <https://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2019/12/CAN-Rac-Fair-Share-%E2%80%94-Methodology-Background.pdf>.

¹⁵ Climate Action Network, "Canada's Climate Fair Share," 2019, https://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2019/12/19-149-FairShare-Infographic_FINAL.png.

Bien que le Canada ne soit pas en mesure de réduire ses émissions à la hauteur de sa juste part (voir encadré 1), le gouvernement doit tout de même en faire davantage pour lutter contre les changements climatiques, car il s'agit d'un phénomène provoqué en majeure partie par les pays industrialisés (comme le Canada) qui exploitent les énergies fossiles depuis le 19^{ème} siècle. En raison de sa responsabilité historique dans le réchauffement climatique, le gouvernement doit agir dans les plus brefs délais pour réduire ses émissions de GES et l'une des solutions rapides et efficaces pour cela est de cesser toute subvention aux industries polluantes.

RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT DU CANADA POUR CESSER LES SUBVENTIONS AUX ÉNERGIES FOSSILES DE MANIÈRE JUSTE, TRANSPARENTE ET A LA HAUTEUR DE SES ENGAGEMENTS

Considérant que le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut que la fenêtre de temps se referme dangereusement si l'on souhaite atteindre les objectifs de limitation du réchauffement climatique de l'Accord de Paris, le Canada doit amorcer sans plus attendre d'importantes transformations pour réduire drastiquement ses émissions de GES. Pour cela, le Canada doit de prime abord suivre les recommandations du GIEC et entamer une diminution substantielle de la consommation et de la production des énergies fossiles ainsi que le désinvestissement fossile¹⁶. Pour ce faire, nous recommandons au gouvernement du Canada de mettre en œuvre les actions suivantes :

1. **Cesser immédiatement et rapidement tout type de subventions, toute contribution financière directe ou indirecte et tout avantage économique, dédié à la production, à la vente et à l'utilisation de combustibles fossiles.** Cela inclut, de manière non-exhaustive, les réductions de taxes, les crédits d'impôts, les allègements de redevances, les prêts gouvernementaux, les subsides, les ressources vendues par le gouvernement en deçà du prix courant et les exemptions de la tarification du carbone.
2. **Ne considérer aucune subvention aux énergies fossiles comme efficace**¹⁷. Une telle approche s'aligne avec les meilleures pratiques observées à l'international, comme la démarche du Royaume-Uni. Qui plus est, un audit publié en 2019 par le ministère des Finances du Canada indique que celui-ci n'a pas été en mesure de définir les critères permettant de déterminer ce qui constitue une subvention fiscale aux combustibles fossiles dite « inefficace »¹⁸.

¹⁶ Intergovernmental Panel on Climate Change, "Climate Change 2022, Mitigation of Climate Change: Summary for Policymakers," 2022, https://report.ipcc.ch/ar6wg3/pdf/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.

¹⁷ Climate Change Committee, "COP26: Key Outcomes and next Steps for the UK," 2021, file:///C:/Users/utilisateur/Downloads/COP26-Key-outcomes-and-next-steps-for-the-UK-Final.pdf.

¹⁸ Bureau du vérificateur général du Canada Gouvernement du Canada, "Rapport 3 – Les subventions fiscales aux combustibles fossiles – Ministère des Finances Canada," April 2, 2019, https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201904_03_f_43309.html.

3. Octroyer un **soutien économique exclusivement pour l'accès à l'énergie dans des endroits où il n'existe pas de solution de recharge viable** à court terme (tel que pour les communautés autochtones éloignées) **ainsi que pour le soutien d'une transition juste pour les travailleurs** des industries des énergies fossiles, tel que recommandé par l'Institut international du développement durable¹⁹.
4. **Subventionner exclusivement les énergies renouvelables et faibles en carbone** puisqu'il s'agit d'une solution durable et sécuritaire pour remédier aux enjeux climatiques. Comme le soutiennent plus de 400 différents universitaires dans une lettre déposée à l'intention du gouvernement en janvier 2022²⁰, la subvention au développement de technologies de captage et séquestration du carbone n'est pas une solution viable. Il est en de même pour les énergies de transition. Pour atteindre ses objectifs de réductions des GES et limiter les pires conséquences du réchauffement climatique, le gouvernement doit amorcer une transformation réelle et rapide du secteur énergétique canadien et non pas de simples modifications à la marge.
5. **Accroître la transparence et divulguer publiquement les différentes informations concernant les allocations budgétaires et les dépenses de programmes octroyées dans le secteur des énergies fossiles**²¹. Cela permettra au Canada de respecter l'article 13 de l'Accord de Paris ainsi que son engagement conjoint avec l'Argentine lors du G20 (2018).
6. **Cesser de subventionner les activités où il y a une forte utilisation des combustibles fossiles** comme pour l'étalement urbain, l'expansion des autoroutes et l'agriculture industrielle. Ces investissements devraient être réaffectés dans des activités et des infrastructures à faible empreinte de carbone, durables et favorisant le bien-être social. La relance post COVID-19 représente d'ailleurs une occasion sans précédent pour le gouvernement de réorienter ses politiques dédiées aux subventions.

¹⁹ Vanessa Corkal, Julia Levin, and Philip Gass, "Subventions Fédérales Aux Combustibles Fossiles Au Canada En 2020" (Institut international du développement durable, 2020), <https://www.iisd.org/system/files/publications/canada-fossil-fuel-subsidies-2020-fr.pdf>.

²⁰ York University, "Letter from Scientists, Academics, and Energy System Modellers: Prevent Proposed CCUS Investment Tax Credit from Becoming a Fossil Fuel Subsidy," 2022, https://cehoicka.lab.yorku.ca/files/2022/01/Letter-from-Academics-re-CCUS-tax-investment-credit_January-2022-4.pdf?x98920.

²¹ Corkal, Levin, and Gass.

RÉFÉRENCES

- Accord de Paris, Doc off UNFCCC, 21e sess, Doc NU FCCC/CP/2015/10/Add.1. (n.d.).
- BloombergNEF. "Climate Policy Factbook: Three Priority Areas for Climate Action," 2021. https://assets.bbhub.io/professional/sites/24/BNEF-Climate-Policy-Factbook_FINAL.pdf.
- Bronwen, Tucker, Kate DeAngelis, and Laurie van der Burg. "Past Last Call: G20 Public Finance Institutions Are Still Bankrolling Fossil Fuels." Oil Change International & Friends of the Earth US, 2021. <https://priceofoil.org/content/uploads/2021/10/Past-Last-Call-G20-Public-Finance-Report.pdf>.
- Canada, Environnement et Changement climatique. "Émissions de gaz à effet de serre." Recherche, 2022. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html>.
- Canada, Ressources naturelles. "Le Canada s'engage à cesser tout nouveau soutien public direct au secteur international de la production soutenue d'énergie à partir de combustibles fossiles d'ici la fin de 2022." Communiqués de presse, November 4, 2021. <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/11/le-canada-sengage-a-cesser-tout-nouveau-soutien-public-direct-au-secteur-international-de-la-production-soutenue-denergie-a-partir-de-combustibles-.html>.
- Canada and Santé Canada. *Les impacts sur la santé de la pollution de l'air au Canada : estimation des décès prématurés et des effets non mortels - rapport 2021.*, 2021. https://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/301/weekly_acquisitions_list-ef/2021/21-21/publications.gc.ca/collections/collection_2021/sc-hc/H144-51-2021-fra.pdf.
- Canada's Upstream Oil and Gas Industry. "Types of Energy in Canada | Canada's Energy Resources | CAPP." *CAPP | A Unified Voice for Canada's Upstream Oil and Gas Industry* (blog), 2022. <https://www.capp.ca/fr/energie/les-sources-denergie-canadiennes/>.
- Clean Energy Canada. "The New Reality." Morris J. Wosk Centre for Dialogue at Simon Fraser University, 2021. https://cleanenergycanada.org/wp-content/uploads/2021/06/Report_CEC_CleanJobs2021.pdf.
- Climate Action Network. "Canada's Climate Fair Share," 2019. https://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2019/12/19-149-FairShare-Infographic_FINAL.png.
- Climate Action Tracker. "Canada," 2021. <https://climateactiontracker.org/countries/canada/>.
- Climate Change Committee. "COP26: Key Outcomes and next Steps for the UK," 2021. <file:///C:/Users/utilisateur/Downloads/COP26-Key-outcomes-and-next-steps-for-the-UK-Final.pdf>.

- Corkal, Vanessa, Julia Levin, and Philip Gass. "Subventions Fédérales Aux Combustibles Fossiles Au Canada En 2020." Institut international du développement durable, 2020. <https://www.iisd.org/system/files/publications/canada-fossil-fuel-subsidies-2020-fr.pdf>.
- Delays, No More. "Press Release – October 14, 2021." No More Delays, October 14, 2021. <https://www.nomoredelays.ca/post/press-release-october-14-2021>.
- Environnement et Changement climatique Canada. "Émissions de gaz à effet de serre : indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement," 2022, 29.
- Gouvernement du Canada, Bureau du vérificateur général du Canada. "Rapport 3 – Les subventions fiscales aux combustibles fossiles – Ministère des Finances Canada," April 2, 2019. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201904_03_f_43309.html.
- Gouvernement du Canada, Statistique Canada. "Revenu des particuliers selon le groupe d'âge, le sexe et la source de revenu, Canada, provinces et certaines régions métropolitaines de recensement," 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110023901>.
- Holz, Christian. "Deriving a Canadian Greenhouse Gas Reduction Target in Line with the Paris Agreement's 1.5°C Goal and the Findings of the IPCC Special Report on 1.5°C." Climate Action Network, 2019. <https://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2019/12/CAN-Rac-Fair-Share-%E2%80%94-Methodology-Backgrounder.pdf>.
- Intergovernmental Panel on Climate Change. "Climate Change 2022, Mitigation of Climate Change: Summary for Policymakers," 2022. https://report.ipcc.ch/ar6wg3/pdf/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.
- Levin, Julia. "BUYER BEWARE: Fossil Fuels Subsidies and Carbon Capture Fairy Tales in Canada." Environmental Defence, 2022. <https://environmentaldefence.ca/wp-content/uploads/2022/03/Buyer-Beware-FFS-in-2021-March-2022.pdf>.
- Murray, Christopher J L, Aleksandr Y Aravkin, Peng Zheng, Cristiana Abbafati, Kaja M Abbas, Mohsen Abbasi-Kangevari, Foad Abd-Allah, et al. "Global Burden of 87 Risk Factors in 204 Countries and Territories, 1990–2019: A Systematic Analysis for the Global Burden of Disease Study 2019." *The Lancet* 396, no. 10258 (October 2020): 1223–49. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)30752-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)30752-2).
- York University. "Letter from Scientists, Academics, and Energy System Modellers: Prevent Proposed CCUS Investment Tax Credit from Becoming a Fossil Fuel Subsidy," 2022. https://cehoicka.lab.yorku.ca/files/2022/01/Letter-from-Academics-re-CCUS-tax-investment-credit_January-2022-4.pdf?x98920.